



**SOUTIEN ET LES ENCOURAGEMENTS À  
L'AUTORITÉ NATIONALE DES ÉLECTIONS**

**MINUSCA**

# FOCUS

BULLETIN D'INFORMATION DE LA MINUSCA | #18 | OCTOBRE 2020



**MAGAZINE SPÉCIAL**  
**MISSION ONU-UA-CEEAC EN**  
**RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**



MINUSCA



UN\_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN\_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

# SOMMAIRE

## 4 APPR ET ÉLECTIONS AU CENTRE D'UNE MISSION ONU-UA-CEEAC EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



## 6 RENCONTRE AVEC LE GOUVERNEMENT



## 7 À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ÉCHANGES CONSTRUCTIFS, POSITIFS ET TOURNES VERS L'AVENIR



## 8 SOUTIEN ET LES ENCOURAGEMENTS À L'AUTORITÉ NATIONALE DES ÉLECTIONS



## 9 LA SÉCURISATION DU PROCESSUS AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DES POLITIQUES



## 10 ENGAGEMENT RÉITÉRÉ AUPRÈS DES FEMMES, LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES RELIGIEUX



## 12 LA MISSION SALUE L'OUVERTURE DU CHEF DE L'ÉTAT



## 13 LA MISSION DE HAUT NIVEAU UA-CEEAC-ONU REPART CONFIANTE DE LA RCA



## ÉDITORIAL

# Le soutien international à la RCA à la veille des élections

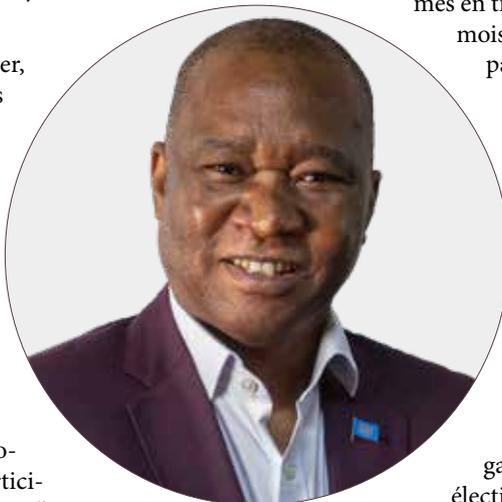
Pour la troisième fois, la Centrafrique a accueilli, du 27 au 30 octobre, une délégation de Haut niveau l'Union Africaine (UA)- Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)-Nations Unies. Les trois organisations ont été représentées par le Commissaire à la paix et à la sécurité de UA, l'Ambassadeur Smail Chergui, le président de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, et le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix.

Si les précédentes visites, survenues respectivement le 14 avril et le 04 octobre 2019, entrent davantage dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de paix, la présente mission a lieu deux mois avant la tenue des élections présidentielle, législatives et locales, qui se doivent d'être libres, paisibles, transparentes et inclusives. Une étape décisive qui justifie à suffisance la mobilisation de partenaires internationaux aux cotés de la RCA. « Il nous a semblé essentiel de venir marquer notre solidarité avec la population centrafricaine », indique Jean-Pierre Lacroix, plantant ainsi le décor de ce nouveau séjour dans le pays.

Sur place, il a été nécessaire de rencontrer, écouter et recueillir les préoccupations des principales des forces vives de la nation, en l'occurrence les partis politiques, la société civile (dont des représentants de la plateforme religieuse et de femmes leaders) et les institutions de la République. La délégation a également rencontré les ambassadeurs des pays de la sous-région, par ailleurs Garants et Facilitateurs de l'APPR-RCA, le G5+ et les représentants de groupes armés.

Dans les échanges, divers sujets ont été évoqués, au nombre desquels la sécurité, la participation des femmes au scrutin, les avancées sur l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA). Des sujets qui, tous ou presque, se rapportent aux prochaines échéances électorales, levant ainsi le voile sur des défis, mais aussi les espoirs inhérents à l'organisation des prochains scrutins.

C'est donc à juste titre que la ministre de la Défense, Mme Marie-Noelle Koyara, en sa qualité de chef intérimaire du Gouvernement, plaide pour « une sanction contre les fauteurs de trouble afin de les contraindre à respecter leurs engagements ». Le Président de l'Assemblée nationale, Laurent Gon Baba, a, lui, insisté sur la nécessité de garantir la sécurisation des élections. Autre plaidoyer, celui du Cardinal Dieudonné Nzapalainga, en faveur de la gente féminine qui, dit-il, se doit d'être « préparée, afin d'avoir le niveau » pour occuper une place plus importante dans les hauts lieux de décisions.



La mission en a pris la bonne note: "Il y a des zones où certains acteurs ou groupes violent l'ordre ; lorsque c'est le cas, tous les partenaires de la RCA, avec, d'ailleurs, les acteurs centrafricains se mobilisent pour travailler à résoudre ces situations, à la fois par le dialogue, mais aussi, parfois, en utilisant la force pour ramener chacun à la table du dialogue ", affirme le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux Opérations de paix.

Mais des signes encourageants, il y en a eu également, à en croire l'Ambassadeur Chergui selon qui « nous avons eu à relever un effort gigantesque des parlementaires (...) en adoptant toutes les lois prévues dans l'Accord de paix ; des lois nécessaires pour l'organisation des élections, en permettant à l'Autorité nationale des élections (ANE) d'avoir un mois supplémentaire pour l'enrôlement des électeurs ».

Des espoirs qu'il faut aussi attribuer à l'APPR-RCA, comme le rappelle volontiers le Président de la Commission de la CEEAC, lorsqu'il souligne que « la mise en œuvre de cet accord de paix nous a conduit au moment particulier que nous sommes en train de vivre : la préparation des élections du mois de décembre. » Et d'ajouter que l'Accord de paix est la seule voie pour arriver à la paix en République centrafricaine.

La haute délégation a aussi salué l'esprit d'ouverture et de dialogue du chef de l'Etat, Faustin Archange Touadera. « C'est en dialoguant que nous ferons tomber les préjugés. Nous ne voulons pas que l'on attise la haine, les fibres régionales et ethniques ou religieuses », comme l'atteste le Cardinal Nzapalainga.

Et c'est aussi dans cet esprit que la communauté internationale a réitéré un « engagement fort » à la RCA, dans l'espoir que les élections se tiendront aux dates fixées par la Constitution, et que toutes les conditions soient au rendez-vous, tel que le souhaite l'Ambassadeur Smail Chergui. Et d'affirmer, optimiste, que « nous sommes déjà devant une situation qui nous permet de dire que les conditions sont meilleures à celles de 2015 ». Et ceci grâce aux efforts nationaux, régionaux et internationaux, mais aussi à la « grande contribution de la MINUSCA pour la mise en place du plan de sécurisation intégrée des élections ».

Le présent Magazine se propose de revenir sur les principaux moments de cette visite, à travers divers articles et photos.

Bonne lecture!

*Par Charles Antoine Bambara*



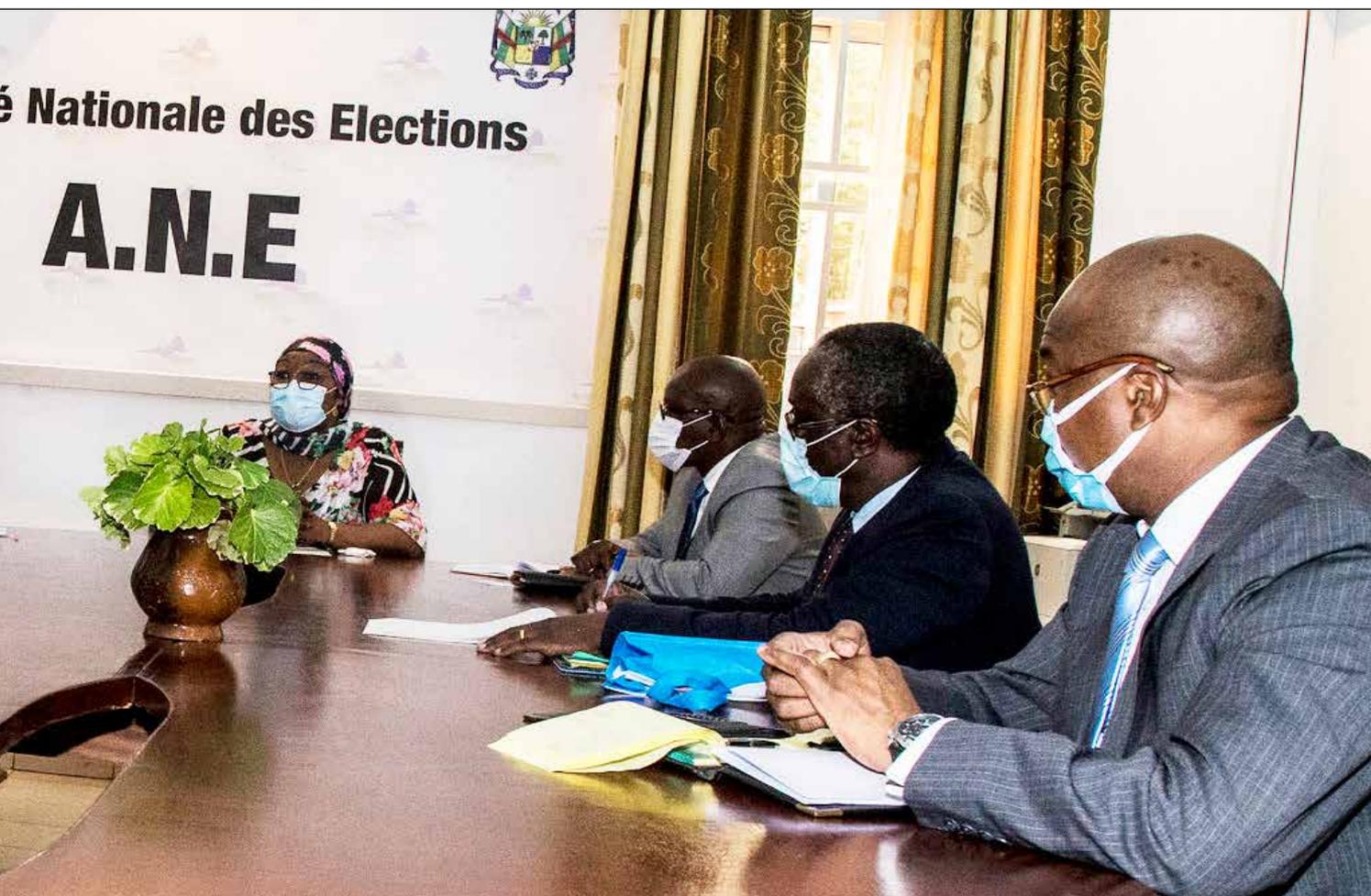
## APPR ET ÉLECTIONS AU CENTRE D'UNE MISSION ONU-UA-CEEAC EN CENTRAFRIQUE

*Échanger avec les responsables des institutions de la République, les partis politiques, les chefs des groupes armés et des représentants de la société civile, sur l'Accord Politique pour la Paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-CA) et sur le processus électoral ; tel se résume l'objectif de la mission de haut niveau à Bangui depuis le mardi 27 octobre 2020 pour une visite de travail de quatre jours.*

Composée du Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine (UA), Smail Chergui, du Président de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), Gilberto da Piedade Veríssimo, et du Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de Paix, Jean-Pierre

Lacroix, la délégation séjourne pour la troisième fois en RCA.

« Nos efforts ont toujours consisté à travailler ensemble avec les responsables et tous les citoyens de ce pays pour améliorer la stabilité et la sécurité afin de permettre le décollage économique et répondre aux attentes des ci-



toyens », a fait valoir l'Ambassadeur Smail Chergui dès l'arrivée de la mission, accueillie par le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Union africaine, l'Ambassadeur Mathias Bertino Matondo, et le Représentant spécial du Président de la commission de la CEEAC, l'Ambassadeur Adolphe Nahayo, entre autres personnalités. L'Ambassadeur Chergui a aussi souligné que « nous n'avons pas cessé de nous rendre à Bangui pour assurer le suivi du travail que nous avons fait conjointement pour permettre à ce pays de retrouver la stabilité et la sécurité ».

« Il y a des difficultés liées non seulement à la situation propre du pays mais aussi à la pandémie qui affecte le monde entier et qui a aussi son impact en République Centrafricaine, et dans ce contexte, à la veille des élections qui est une étape décisive pour ce pays, il nous a semblé essentiel de venir marquer notre solidarité avec la population centrafricaine » a dit le Secrétaire général adjoint de l'ONU.

« La MINUSCA est aussi affectée ; mais nos collègues ont fait un travail remarquable pour aider le pays à limiter la propagation du virus, d'une manière générale. Nous allons aussi exprimer notre solidarité à ceux qui sont sur les terrains des autres organisations, notamment aux collègues de l'UA et de la CEEAC; voilà l'objectif de cette visite », a ajouté Jean-Pierre Lacroix. Gil-

berto da Piedade Da Verissimo a déclaré, pour sa part, que « nous sommes là, tous trois pour montrer au peuple centrafricain le soutien de l'Afrique centrale et de la communauté internationale ».

Ainsi, les Nations Unies, l'Union Africaine et la CEEAC sont unies pour apporter leurs soutiens aux Centrafricains dans leurs efforts pour consolider la démocratie et ramener la paix et la stabilité dans le pays.

Rappelons que La visite des hauts responsables de l'UA, la CEEAC et les Nations Unies intervient moins d'un mois après la réunion ministérielle virtuelle sur la République centrafricaine organisée par les trois organisations, le 1er octobre 2020, en marge de la 75e session de l'assemblée générale de l'ONU.

*Par Biliaminou Alao / Deubalbet Wewaye / Ikavi Uwolowulakana*

Satisfaisant aux exigences liées à la pandémie du COVID-19, la délégation, s'est rendue à l'Institut Pasteur de Bangui afin d'y effectuer les prélèvements d'usage. Même opération à la fin du séjour, respectant ainsi les lois centrafricaines en la matière.

# RENCONTRE AVEC LE GOUVERNEMENT

*Un des moments forts de la visite a été la rencontre, à la Primature, avec des membres du Gouvernement, réunis autour de la Ministre de la Défense, Marie-Noelle Koyara, assurant l'intérim du Premier ministre pour la circonstance. Les échanges ont essentiellement porté sur APPR-RCA et les prochaines élections.*



**A**u nom du Gouvernement, Marie-Noelle Koyara a plaidé pour que s'impose la coercition envers les auteurs de trouble afin de les contraindre à respecter leurs engagements pris à Khartoum. « Nous comptons sur cette mission pour qu'un message fort soit envoyé aux leaders des groupes armés qui ne respectent pas leurs engagements concernant l'Accord pour la paix et la réconciliation », a plaidé la Ministre de la Défense. Marie-Noelle Koyara de marteler qu'« une sanction s'impose contre les auteurs de trouble afin de les contraindre à respecter leurs engagements ».

Une préoccupation partagée par la délégation, dont les membres ont voulu envoyer un message clair envers les éventuels auteurs de trouble : « Ceux qui ont des idées contraires à la paix et au dével-

oppement de la RCA doivent savoir d'avance qu'ils sont contre la communauté internationale », tel que le fait valoir le Président de la Commission de la CEEAC.

La mission a aussi salué, à l'unanimité, les avancées observées dans la mise en œuvre de l'APPR-RCA, lesquelles favorisent à ce jour une évolution vers les prochaines élections. Occasion pour Jean-Pierre Lacroix de réitérer le soutien de la communauté internationale à la RCA.

« Les Nations Unies, l'Union africaine et la CEEAC sont déterminées, a-t-il dit, à faire tout leur possible, avec les autres partenaires de la RCA, afin que les prochaines élections soient une nouvelle étape dans le progrès de la Centrafrique ».

*Par Deubalbet Wewaye*



## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ÉCHANGES CONSTRUCTIFS, POSITIFS ET TOURNÉS VERS L'AVENIR

*Au deuxième jour de sa visite en République centrafricaine, la haute délégation conjointe composée du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, du Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEE-AC), Gilberto Da Piedade Veríssimo, et du Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, s'est entretenue avec le Président de l'Assemblée nationale et ses Vice-présidents.*

**L**e soutien de la communauté internationale à la RCA et au processus a été réaffirmé et la contribution positive des députés au processus électoral grandement saluée. « Nous avons eu à relever un effort gigantesque des parlementaires (...) en adoptant toutes les lois prévues dans l'Accord de paix ; des lois nécessaires pour l'organisation des élections, en permettant à l'ANE d'avoir un mois supplémentaire pour l'enrôlement des électeurs », a fait remarquer Smail Chergui qui, au sortir d'échanges « constructifs, positifs et tournés vers l'avenir » avec les élus du peuple, est confiant que



les membres de l'Assemblée nationale épauleront le pays dans l'exercice de leur fonction.

Faisant sienne la voix du peuple, Jean-Pierre Lacroix a exhorté les Centrafricains à prendre la juste mesure de « l'importance de leur engagement personnel d'aller voter ». Il a ainsi invité les populations à jouer leur partition car, a-t-il précisé, « il est essentiel que tous les électeurs enregistrés puissent participer aux élections, car plus la participation sera forte, plus les élections seront reconnues comme ayant vraiment exprimé la volonté des Centrafricains ».

Pour le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, en effet, le vote massif des électeurs enverra « un message extrêmement fort à ceux qui sont tentés par autre chose que le processus démocratique, à savoir la violence ou le rejet de leurs engagements au titre de l'Accord de Paix ».

Pour sa part, le Président de l'Assemblée nationale a insisté sur la nécessité créer un cadre sécuritaire favorable à la libre circulation des candidats en période de campagne. Laurent Ngon Baba s'est, à cet effet, dit rassuré de l'existence d'un Plan intégré de sécurisation des élections qui permettra d'atteindre ces objectifs, avant de souhaiter, à son tour, une participation massive des électeurs surtout celle des femmes. « Une chose est de s'inscrire, une autre est d'aller effectivement voter le jour-J. Beaucoup de femmes se sont inscrites - plus de 45% - il est à encourager qu'elles participent toutes au vote du 27 décembre 2020 », a-t-il encouragé.

*Par Ghislaine ATTA*

## SOUTIEN ET LES ENCOURAGEMENTS À L'AUTORITÉ NATIONALE DES ÉLECTIONS



**A**u deuxième jour de leur visite en RCA, Le 28 Octobre 2020, les membres de la délégation de haut niveau ONU-UA-CEEAC, composée du Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, du Président de la Commission de la CEEAC et du Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix sont au siège de l'Autorité Nationale des Elections (ANE).

Au centre des discussions à huis clos avec la présidente de l'ANE, Marie-Madeleine Hoornaert N'Kouet, figurent les avancées du processus électoral, la publication des listes des électeurs et la future publication de la liste des candidats retenus pour lesdites élections.

La délégation de haut niveau a, visité le siège de l'Autorité nationale des élections, responsable de l'organisation des scrutins et qui travaille activement à la publication imminente de la liste des candidats retenus pour les élections.

Ainsi, L'ANE a reçu le soutien et les encouragements de la délégation comme une reconnaissance du travail abattu et une exhortation à persévérer sur sa bonne lancée, pour la réussite totale des élections.

"C'est important pour nous de venir ici, en cette étape déterminante qui est la publication prochaine de la liste des candidats retenus pour les élections", a brièvement indiqué Jean Pierre Lacroix à l'issue de la rencontre.

*Par Deubalbet Wewaye*

# LA SÉCURISATION DU PROCESSUS AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DES POLITIQUES

*La délégation a enfin échangé avec les représentants de la classe politique considérés comme les principaux acteurs du processus électoral. A huis clos, les partis de l'opposition et majorité présidentielle ont, tour à tour, partagé leurs appréciations du climat sociopolitique et sécuritaire, à la veille des échéances électorales.*

« Nous avons abordé des questions relatives à la sécurisation du processus électoral, car 85% du territoire national est occupé par les groupes armés. Pour faire les élections, il faudrait que les candidats soient sécurisés, les électeurs également. Cette question était au centre de nos préoccupations », a déclaré Maître Nicolas Tiangaye, à la fin de la rencontre, au nom du COD2020 (opposition), évoquant les préfectures de la RCA où les groupes armés ont empêché l'enrôlement des électeurs, en l'occurrence la Nana Mambéré, l'Ouham Pende, la Vakaga et le Haut Mbomou.

Bien d'autres sujets relatifs aux scrutins ont été abordés, notamment la question de l'inclusivité pour garantir les élections crédibles et transparentes, le vote des réfugiés, etc. « Nous avons également demandé l'audit du fichier électoral, parce que nous sommes en mesure d'apporter la preuve que beaucoup d'étrangers se sont fait délivrer de faux actes de naissance pour se faire inscrire sur les listes électorales », a continué Maître Nicolas Tiangaye.

Pour leur part, les représentants des partis de la mouvance présidentielle ont apprécié la mobilisation de l'UA, de la CEEAC et de l'ONU pour accompagner la RCA. « Lorsque le pays va mal, c'est toutes ces organisations qui vont mal, parce que nous faisons partie de ces organisations », a déclaré Léa Mboua Doumta, Présidente du Parti de l'unité nationale, membre de la majorité présiden-



tielle. Elle apprécie, en outre, la mobilisation effective des trois organisations depuis le début aux côtés de la RCA : « la réponse de la délégation a été très positive, parce que ce n'est pas aujourd'hui que ces partenaires nous accompagnent » et invite les Centrafricains à une prise de conscience et de responsabilités. « Il est question que nous prenions nos responsabilités, que nous fassions preuve de maturité et ils [ndlr : UA, CEEAC, ONU] ont promis nous accompagner. Maintenant la balle est dans notre camp pour que nous nous entendions et que nous pensions plus au pays, aux populations. Pour qu'une fois qu'on va donner la parole aux populations, il va falloir les laisser libres de s'exprimer et choisir leurs dirigeants d'ici à 2021 », a-t-elle renchéri.

Par Ghislaine ATTA



## ENGAGEMENT RÉITÉRÉ AUPRÈS DES FEMMES, LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES RELIGIEUX

*Trois jours après son arrivée en RCA, la délégation ONU, Union Africaine (UA) et Communauté Economique de l'Afrique Centrale (CEEAC) a effectué, le jeudi 29 octobre 2020, une série de rencontres avec les femmes leaders, la plateforme religieuse, les chefs de groupes armés, les représentants du G5+ et le Président de la République. Les échanges ont porté sur la situation socio-économique, politique et sécuritaire dans le pays.*

**C** OVID-19, élections, violences basées sur le genre, contribution des femmes aux différentes sphères de décision, etc. rien n'a été laissé au hasard par les organisations des femmes. «Les femmes, en effet, sont proches de la population, elles connaissent, mieux que d'autres acteurs, les problèmes sur le terrain. Ainsi, nous-nous réjouis-

sons d'avoir eu cet entretien avec ces trois personnalités », a fait valoir Lina Ekomo, présidente du Réseau pour le leadership de la femme en Centrafrique (RELEF-CA).

Pour les femmes leaders, il était important d'échanger avec la mission de haut niveau et particulièrement la Commission sous-régionale. « La CEE-



AC a passé une longue période de réforme. C'est donc maintenant que le nouveau président prend fonction. C'était donc une opportunité pour les femmes de le tenir informé des défis en matière de femmes, paix et sécurité en RCA », a déclaré Lina Ekomo au sortir des discussions.

Invitant les autorités centrafricaines à créer un cadre favorable à la participation des femmes au processus électoral, aussi bien comme candidates qu'électrices, le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, Smail Chergui, a souligné la reconnaissance méritée par les organisations féminines pour leur travail au quotidien. « Toutes les femmes de ce pays doivent se reconnaître dans votre combat et dans vos efforts. Quoi qu'on fasse, si nous n'impliquons pas la femme africaine, nous n'arriverons jamais à des solutions durables », a-t-il dit.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de Paix, Jean-Pierre Lacroix, convaincu de la force qu'elles représentent et qui se matérialise par leur mobilisation a quant à lui dit « les femmes en RCA ont été très nombreuses à se faire enregistrer sur les listes : plus de 46%. Cela signifie qu'elles représentent une force électorale déterminante. Les candidats doivent comprendre cela et s'engager

pour leur accorder une plus grande attention. »

Les représentants de la plateforme religieuse et autres acteurs de la Société civile se sont également entretenus avec la délégation. Les religieux et la Société civile ont un rôle déterminant à jouer, dans la résolution des crises sociopolitiques, en cette période sensible. Et c'est à juste titre que le Cardinal Dieudonné Nzapalainga lance un appel au dialogue et à la tolérance entre tous les acteurs. « Il faut que la concertation reste le mot d'ordre. C'est en dialoguant que nous ferons tomber les préjugés. Nous ne voulons pas que l'on attise la haine, les fibres régionales et ethniques ou religieuses », a-t-il ajouté, plaidant par la même occasion auprès de la délégation pour que les femmes soient soutenues pour occuper des places plus importantes dans les hautes sphères de décisions. Conscient que l'éducation est la base de tout changement positif, l'Imam Kobine, pour sa part, a estimé que le relèvement du système éducatif figure en bonne place au titre des défis qui se dressent sur la route de la nation centrafricaine. « Le système éducatif est en train d'être détruit. D'ici 30 ou 40 ans, nous n'aurons plus de cadres », a-t-il averti.

*Par Ghislaine ATTA*



## LA MISSION SALUE L'OUVERTURE DU CHEF DE L'ÉTAT

*La mission a ensuite rencontré le Président de la République, Faustin Archange Touadéra au Palais de la Renaissance où il était entouré de membres du gouvernement, le 29 octobre 2020. Au centre des échanges, les acquis et défis de l'application de l'APPR-RCA et les élections en préparation.*

**S**aluant l'accord du chef de l'Etat en faveur d'un code de conduite pour les élections, l'Ambassadeur Chergui a vu dans ce geste « un signe d'ouverture qu'il faut souligner, et nous attendons de même de tous les acteurs politiques du pays pour que ces élections du 27 décembre 2020 soient un moment de retrouvaille et d'union ».

La communauté internationale a, par ailleurs, réitéré son « engagement fort » à la RCA pour l'aider à avancer sur le chemin de la paix et de la consolidation démocratique. « Nous sommes confiants que la voie est tracée, il y a déjà eu beaucoup de progrès et, avec la mobilisation de tous, d'autres progrès seront réalisés », a, pour sa part, confié Jean Pierre Lacroix.

La mission de haut niveau a quitté son hôte présidentiel, rassurée de ce que « la RCA est sur le bon chemin », comme l'a fait savoir l'Ambassadeur da Verissimo. « Pour nous, communauté internationale et surtout la Communauté de l'Afrique centrale, les élections du 27 décembre 2020 sont un premier pas vers la paix et le développement. La RCA est au cœur de notre agenda et de notre stratégie », a-t-il conclu.

La journée de consultations s'est soldée par des échanges par visioconférence avec les groupes armés signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA ainsi que les membres du G5+.

*Par Ghislaine ATTA*

# LA MISSION DE HAUT NIVEAU UA-CEEAC-ONU REPART CONFIANTE DE LA RCA

*Les prochaines échéances électorales, la sécurité, la participation des femmes au scrutin, le vote des réfugiés, les différentes rencontres, les avancées sur l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA, figurent parmi les principaux sujets qui ont été évoqués lors de la conférence de presse de la délégation de l'UA, ONU et CEEAC, du 30 octobre 2020 à Bangui, marquant ainsi la fin de leur mission de quatre jours. Face aux médias nationaux et internationaux, l'Ambassadeur Smail Chergui, Jean-Pierre Lacroix et l'Ambassadeur Gilberto Verissimo sont revenus en détail sur leur mission en Centrafrique.*

**P**our le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union Africaine (UA), « notre souhait est que tous les citoyens puissent converger en ordre vers les élections dans le respect de la loi et dans le respect d'autrui. Chacun aura l'occasion d'exprimer son point de vue politique, mais à travers les urnes et pacifiquement ». Répondant aux questions des journalistes sur les réserves de la Coalition de l'Opposition Démocratique 2020 (COD-2020) face aux garanties d'inclusivité et de sécurité du processus, Smail Chergui a révélé, après leur rencontre à huis clos, que « nous avons eu un débat franc avec eux. Nous avons noté que plus personne ne demande ni le report ni un boycott quelconque des élections ».

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, parlant de l'Accord pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), a, quant à lui, indiqué qu'« il y a eu des avancées. Nous partons confiants, mais conscients des défis », a dit Jean-Pierre Lacroix. Néanmoins, à l'endroit des personnes selon qui l'enrôlement des électeurs ne garantit pas la bonne marche du processus, le président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilberto Da Piedade Verissimo, a martelé que la sous-région refuse que l'on dénie au peuple centrafricain son droit de voter et de vivre en

paix. Selon lui, les messages qui sont contraires à un climat apaisé sont contre le peuple centrafricain. D'ailleurs, a-t-il rappelé, « la situation en RCA sera à l'agenda de la prochaine conférence des chefs d'Etats d'Afrique centrale ; réunion à l'issue de laquelle une déclaration sera faite sur la situation dans le pays ».

Rappelons que la présente mission a été agréementée de rencontres avec les différentes forces vives de la nation, en l'occurrence les partis politiques, la société civile (dont des représentants de la plateforme religieuse et de femmes leaders) et les institutions de la République. Les ambassadeurs des pays de la sous-région, par ailleurs Garants de l'APPR-RCA, le G5+ et les groupes armés ont également échangé avec la délégation.

« Nous repartons confiants par rapport à la tenue des prochaines élections ; nous sommes encouragés par les réunions et les entretiens de ces 4 jours », a conclu le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, à l'instar de ses homologues.

*Par Ghislaine Atta Et Deubalbet Wewaye*



ON photo/ Graphisme SCPI/ MINUSCA

Fille - père - farine - feu	10
facile - fort ficelle - garage	20
gardien - garçon - gomme	30
girafe - gorge - pagne - congne	40
feuille - travaille - nymphe	50
	60
	70
	80
	90
	100
	110
	200
	300

# La Radio Guira 93.3 FM,

le creuset d'une information politique, économique, culturelle, sociale, sportive rigoureuse, non partisane et crédible au service du renforcement de la paix et de la cohésion sociale.

## Les ondes de la paix



**Guira FM diffuse quotidiennement des informations et des émissions sur divers sujets d'actualité en Français et en Sango.**

